Initiatives ministérielles

C'est la raison pour laquelle nous avons investi dans les ressources humaines en réorientant le régime d'assurance-chômage vers des mesures actives d'acquisition des compétences plutôt que le soutien passif du revenu. C'est la raison pour laquelle les dépenses consacrées à la formation et à l'adaptation des travailleurs sont passées de 1,2 milliard de dollars à 3,5 milliards de dollars au cours des deux dernières années. C'est également la raison pour laquelle le ministre des Finances a annoncé un renforcement de l'aide, dans son exposé économique et financier.

Nous avons également investi dans la croissance économique en réformant le régime fiscal du Canada. Nous avons éliminé en particulier la taxe sur les ventes des fabricants, qui faisait perdre des emplois aux Canadiens, et l'avons remplacée par la taxe sur les produits et services. La TPS apporte une contribution importante à notre compétitivité internationale en réduisant la taxe comprise dans les exportations canadiennes. Depuis son entrée en vigueur, les exportateurs canadiens ont économisé au-delà de 3,5 milliards de dollars.

• (2100)

Pour assurer la prospérité économique, nous devons continuer d'investir dans les petites entreprises qui sont le principal moteur de la croissance de l'emploi au Canada. À l'heure actuelle, des dispositions fiscales spéciales permettent aux petites entreprises de bénéficier d'une aide de près de 3 milliards de dollars par année.

Le ministre des Finances a proposé un programme de stimulation de l'emploi et de l'investissement dans les petites entreprises afin d'aider ces dernières à croître et à créer de nouveaux emplois. Parmi les mesures annoncées par le ministre figure le plafonnement, pendant un an, pour la partie patronale, des cotisations d'assurance-chômage, un crédit d'impôt à l'investissement d'un an pour les petites entreprises et une prolongation du programme de financement des petites entreprises.

Nous devons continuer d'investir avec dynamisme dans la recherche-développement. La recherche-développement est indispensable à la mise au point des produits et des procédés nouveaux qui permettent de réussir et de croître dans l'espace économique mondial.

Depuis notre entrée en fonction, nous avons mis en place l'ensemble le plus généreux d'encouragements à la recherche-développement de tous les principaux pays industrialisés. Par exemple, le budget de février 1992 prévoyait une aide supplémentaire de 230 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir les entreprises canadiennes qui font de la recherche-développement.

De plus, dans son exposé économique, le ministre des Finances a annoncé que les règles fiscales seraient modifiées de manière à mieux tenir compte de la façon dont la recherche-développement est exécutée dans le milieu des affaires. Nous devons continuer d'investir dans la

libéralisation des échanges commerciaux. Il est clair qu'à mesure que l'économie mondiale devient toujours plus concurrentielle, les pays et les entreprises qui essaieront de s'en isoler verront leur part du commerce mondial diminuer et leur économie décliner.

Voilà pourquoi nous nous efforçons de contribuer à une conclusion fructueuse de l'Uruguay Round, cette série de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Nous cherchons à établir de meilleures relations commerciales avec les pays d'Asie de l'Est, comme la Corée, la Thaïlande et Singapour.

De plus, en 1988, nous avons négocié et mis en œuvre, avec succès, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, notre plus important partenaire commercial.

Madame la Présidente, comme vous le savez, l'Accord avec les États-Unis a été un franc succès. Depuis son entrée en vigueur, nos exportations aux États-Unis ont augmenté de plus de 16 milliards de dollars. Cela représente quelque 200 000 emplois. L'Accord de libre-échange avec les États-Unis nous a également donné le pouvoir d'examiner les mesures commerciales prises par les États-Unis, notamment l'imposition de droits compensateurs et anti-dumping, tout en mettant en place un processus ouvert qui permet à des arbitres choisis équitablement par les deux parties d'infirmier des décisions injustes.

L'Accord de libre-échange nord-américain est un prolongement logique de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Il existe un potentiel bien réel d'accroissement des ventes de produits et de services canadiens au Mexique. Nous ne pouvons pas non plus nous cacher que les États-Unis avaient bien l'intention, avec ou sans la participation du Canada, de conclure une entente de libre-échange quelconque avec le Mexique.

Si nous n'avions pas été à la table de négociations, l'accroissement du commerce et les investissements internationaux au Mexique auraient été perdus au profit des États-Unis.

En conclusion, permettez-moi de résumer mon propos. Pour continuer d'améliorer notre niveau de vie, nous devons renforcer le rythme de croissance de la productivité au Canada. Ce que le gouvernement peut et doit faire, c'est investir dans une politique macro-économique stable et des mesures structurelles appropriées qui élargiront les possibilités de travailler, d'investir et d'innover pour les Canadiens.

C'est ce que le gouvernement a fait et continuera de faire.

[Traduction]

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Madame la Présidente, j'ai siégé à la Chambre toute la journée et j'ai écouté les instances des députés des divers